

Coup sur coup, cette semaine, l'Union européenne marque des points tant en Libye que dans les Balkans.



Ratko Mladic en haut à droite, lors de la guerre de Bosnie

Ce jeudi 26 mai est en effet une date historique à plus d'un titre. Le président serbe, Boris Tadic, vient d'annoncer que le général serbe de Bosnie Ratko Mladic a été arrêté. Recherché depuis 1995, c'est-à-dire depuis la fin de la guerre en Bosnie par les autorités serbes et internationales pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, celui-ci aurait bénéficié d'un soutien russe mais aussi de celui de l'ancien Premier ministre serbe Vojislav Kostunica pendant ces nombreuses années de cavale.

Arrêté en Voïvodine, Mladic devrait rapidement être extradé vers La Haye, siège du Tribunal pénal international pour l'ancienne Yougoslavie avec lequel le président serbe reconnaît une pleine coopération. Les autorités serbes qui continuent à balancer entre la Russie - second partenaire commercial - et l'Union européenne, reconnaissent aujourd'hui qu'elles auraient plus d'intérêts à intégrer cette dernière. Boris Tadic a déclaré clore un «*chapitre de l'histoire de notre région qui nous mènera vers une pleine réconciliation régionale*».

Une arrestation de bon augure pour le processus d'intégration de la Serbie

Il est clair que cette arrestation ouvre grandes les portes de l'Union européenne à la Serbie qui espère devenir officiellement candidat à l'Union en décembre prochain et pour qui Mladic représentait un obstacle majeur. De son côté, la Commission européenne à travers son représentant à l'Elargissement a évidemment salué l'arrestation du général Ratko Mladic et alors même que la Haute représentante de l'Union européenne, Catherine Ashton, est justement en visite dans les Balkans.

Il semble que tout doucement la situation se débloque dans la région entre une Croatie dans l'attente impatiente d'une date d'entrée dans l'Union et une Serbie qui devrait rapidement désormais obtenir le statut de pays candidat.

Qui a dit que l'Union européenne n'était pas représentée en Libye ?

Succès dans les Balkans mais aussi au Maghreb. Il est désormais clair que les pays arabes sont intégrés dans la politique de voisinage de l'Union européenne. On en avait douté jusque là. Il était temps. L'ambassadeur de Hongrie en Libye est sous le feu des projecteurs après avoir réussi à faire libérer plusieurs journalistes de nationalités différentes, prisonniers de Kadhafi.

Rappelons que Béla Marton représente à lui seul l'Union européenne à Tripoli depuis que les ambassadeurs occidentaux, mis à part Chypre et l'Espagne, ont été priés de faire leurs bagages

début mars. Ne sont restés que les représentants de la Russie, de la Chine, de l'Ukraine ou encore, par exemple, de la Biélorussie. Une vingtaine de jours plus tard, les canons tonnaient à Tripoli. A l'époque, le geste avait déjà été salué comme un acte de courage, il l'est d'autant plus aujourd'hui, où tous les jours, les envoyés spéciaux des médias du monde entier nous racontent l'enfer libyen et que le dernier raid de l'Otan fait état de trois morts et de 150 blessés.

Parallèlement, dans l'autre Libye, à Benghazi, un bureau de liaison de l'Union européenne a été mis en place et son chef vient d'être nommé. Jeremy Nagoda, belge d'origine polonaise devra représenter Bruxelles auprès des « rebelles ». Bruxelles a reconnu le Conseil National de Transition comme interlocuteur politique privilégié du peuple libyen alors que les Américains, en visite en début de semaine aussi à Benghazi exhortaient Kadhafi à cesser les combats.

Décidément l'Europe centrale est bien représentée. En effet, il ne faut pas oublier la commissaire européenne bulgare en charge de l'Humanitaire, qui a de son côté, annoncé cette semaine que la Commission européenne avait décidé d'augmenter sa participation en Libye de plus de 20 millions d'euros, soit un total de 125 millions d'euros.

Le Caucase, nouveau challenge de la diplomatie européenne

Partant du principe évident qu'il faut sécuriser les frontières de l'Union européenne en assistant les pays limitrophes dans leur processus de démocratisation, Catherine Ashton, secondée par le commissaire européen Stefan Füle, s'intéresse aussi au Caucase. En effet, il semblerait que la contestation née dans le bassin méditerranéen s'étende jusqu'au sud Caucase, en Géorgie mais aussi à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet du Haut-Karabakh. Vieux conflit qui puise ses racines à l'époque de l'empire soviétique, la région en quête d'indépendance est victime du nationalisme ambiant. Un sacré paquet de nœuds auquel se frotte l'Union européenne.

Chroniques liées :

- [Catherine Ashton : une « erreur de casting » ?](#)
- [L'UE va à contre-courant dans les Balkans d'après Viktor Orban. Et la Hongrie ?](#)
- [Mme Khadafi, née Farkash, se repose à Vienne pendant que la Libye flambe](#)
- [Chronique du 28 février 2011 : Défense européenne, de Tripoli à Gödöllö en passant par l'OTAN](#)

Articles liés :

- [Serbie : la longue route vers l'UE](#)
- [Hongrie - Serbie : quand il n'est plus question de guerre, mais de coopération](#)
- [Le massacre de Srebrenica exposé à Budapest](#)
- [La Hongrie soutient l'adhésion serbe à l'UE](#)